

Le massacre de Katyń désigne une série d'exécutions de masse perpétrées par la police politique soviétique, le NKVD (Commissariat du peuple aux Affaires intérieures), entre avril et mai 1940, à l'encontre de près de 22 000 citoyens polonais. Bien que le terme « *massacre de Katyń* » désigne à l'origine les tueries commises dans la forêt de Katyń, près de Smolensk, il recouvre en réalité un ensemble d'opérations d'extermination menées simultanément en plusieurs points du territoire soviétique : à Katyń elle-même, mais aussi dans les prisons du NKVD de Kalinine (aujourd'hui Tver), de Kharkov, ainsi que dans diverses prisons de Biélorussie et d'Ukraine occidentales.

Les victimes étaient principalement des officiers de l'armée polonaise, des policiers, des gardes-frontières, des gendarmes, mais aussi des membres de l'*intelligentsia* civile - médecins, avocats, ingénieurs, professeurs d'université, prêtres - capturés par l'Armée rouge après l'invasion soviétique de la Pologne orientale le 17 septembre 1939. Pendant un demi-siècle, l'Union soviétique en a imputé la responsabilité à l'Allemagne nationale-socialiste, avant d'en reconnaître officiellement la paternité en 1990. Qualifié de crime contre l'humanité, de crime de guerre et, selon une résolution du Parlement polonais de 2009, de crime présentant les caractéristiques d'un génocide, le massacre de Katyń demeure l'un des épisodes les plus sombres et les plus emblématiques de la terreur stalinienne.

L'invasion soviétique et la captivité des Polonais

Le 23 août 1939, l'Allemagne nazie et l'Union soviétique signent le pacte de non-agression Molotov-Ribbentrop, dont un protocole secret prévoit le partage de la Pologne et des États baltes entre les deux puissances. Le 1^{er} septembre 1939, la *Wehrmacht* envahit la Pologne par l'ouest. Seize jours plus tard, le 17 septembre, l'Armée rouge pénètre à son tour sur le territoire polonais par l'est, en violation du traité de Riga de 1921 et du pacte de non-agression polono-soviétique de 1932. L'armée polonaise, déjà engagée sur le front occidental, se retrouve prise en tenaille. Des dizaines de milliers de soldats et d'officiers polonais sont faits prisonniers par les forces soviétiques.

L'internement dans les camps

Dès le 19 septembre 1939, Lavrenti Beria, commissaire du peuple aux Affaires intérieures, ordonne la création d'un « *Directorat des prisonniers de guerre* » placé sous l'autorité du NKVD, dirigé par le commandant Piotr Soprunencko. Un réseau de camps de détention et de centres de transfert est progressivement mis en place. Au total, environ 250 000 soldats et officiers polonais sont initialement capturés. La plupart des simples soldats sont relâchés ou transférés vers des travaux forcés. Les officiers et les cadres, en revanche, font l'objet d'un tri minutieux.

Les prisonniers sont répartis dans trois camps principaux. Le camp de Kozielsk, situé dans un ancien monastère au sud-est de Smolensk, reçoit environ 5 000 officiers de l'armée. Le camp

de Starobielsk, dans la région de Kharkov en Ukraine, accueille près de 4 000 officiers supplémentaires. Le camp d'Ostachkov, installé sur l'île de Nilova Poustyn dans le lac Seliger, au nord-ouest de Moscou, enferme quelque 6 500 officiers de police, gendarmes, gardes-frontières et gardiens de prison. En plus de ces trois camps principaux, sept camps secondaires en URSS occidentale détiennent des membres de l'élite civile polonaise.

Les prisonniers sont soumis pendant plusieurs mois à un intense travail de propagande communiste et d'interrogatoires répétés. Le NKVD cherche à identifier ceux qui accepteraient de collaborer avec le régime soviétique, de renseigner les services spéciaux ou de se prêter à des activités de propagande. Le résultat est décevant pour les autorités soviétiques : l'immense majorité des prisonniers demeure loyale envers la République de Pologne et considère l'URSS comme un agresseur. Le système de conscription polonais, qui incorporait systématiquement les étudiants diplômés dans le corps des officiers de réserve, explique la proportion élevée d'intellectuels, de professionnels et de scientifiques parmi les détenus.

Le jour de Noël 1939, les religieux de toutes confessions sont retirés des camps. Fin février 1940, 6 192 policiers et assimilés et 8 376 officiers restent toujours internés dans les trois camps principaux. Selon [Jean-Sylvestre Mongrenier](#), « *Le chiffre total des déportés est d'environ 340 000 et le nombre des victimes de la répression anti-polonaise s'élèverait à au moins 500 000 personnes dont au moins 30 000 fusillées et 100 000 mortes dans les camps* ».

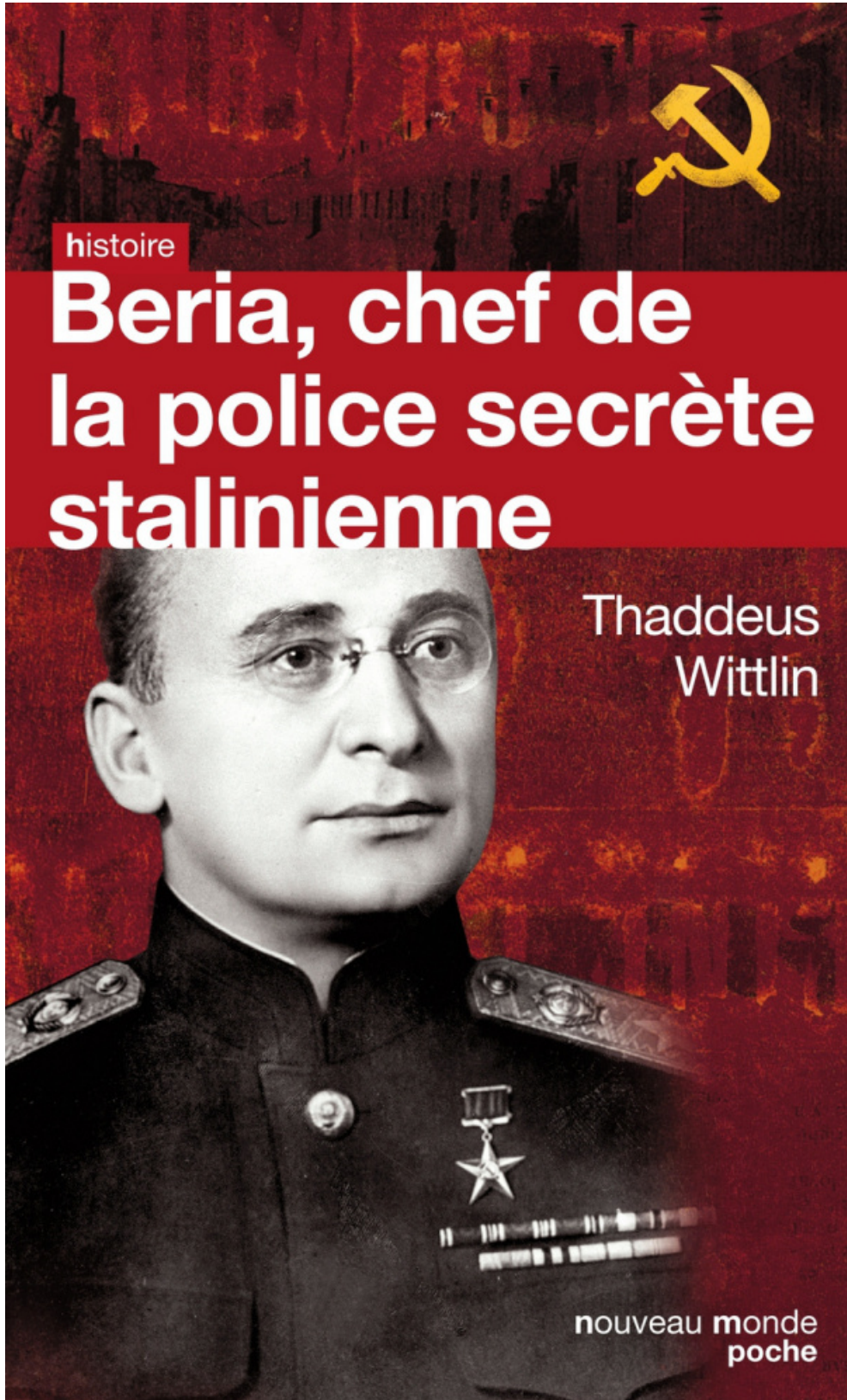
La décision du 5 mars 1940

La note de Beria à Staline

5 mars 1940 : le Politburo soviétique ordonne le massacre de Katyn

5 mars 1940 : le Politburo soviétique ordonne le massacre de Katyn

5 mars 1940 : le Politburo soviétique ordonne le massacre de Katyn



Au début de l'année

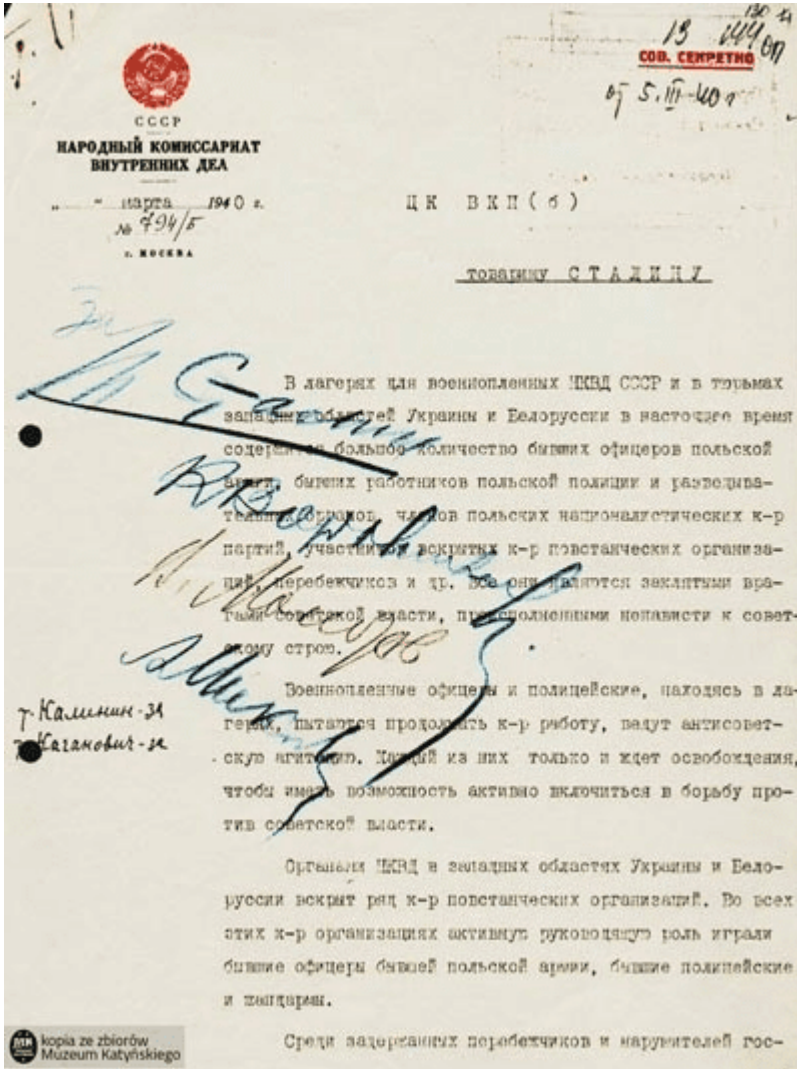
1940, Beria parvient à la conclusion que les prisonniers polonais constituent un danger irrémédiable pour le pouvoir soviétique. Dans un mémorandum adressé à Staline, daté du 5 mars 1940, le chef du NKVD présente les prisonniers comme des ennemis acharnés et incorrigibles du régime. Il les qualifie d'« *élément contre-révolutionnaire sans perspective* » et affirme que chacun d'entre eux « *n'attend que sa libération pour pouvoir entrer activement dans la lutte contre le pouvoir soviétique* ». La note suggère avec insistance que le régime soviétique ne pouvait envisager de réinsérer ces hommes ni de les détenir indéfiniment. Beria avait initialement envisagé de poursuivre les prisonniers au titre de l'article 58-13 du Code pénal soviétique, pour « *avoir pris les armes contre le mouvement ouvrier international* », ce qui aurait conduit à des peines de cinq à huit ans de travaux forcés. Il opte finalement pour la solution la plus radicale.

Beria propose d'appliquer « *le châtiment suprême, la peine de mort par fusillade* » à 25 700 personnes : 14 700 prisonniers de guerre détenus dans les camps de Kozielsk, Starobielsk et Ostachkov, et 11 000 prisonniers civils détenus dans les prisons du NKVD en Biélorussie et en Ukraine occidentales. Ces derniers sont essentiellement des policiers, des officiers, des fonctionnaires, des agents de renseignement et des gendarmes. La proposition précise que les exécutions doivent être conduites sans comparution devant un tribunal, sans acte d'accusation, sans notification de charges ni de décision de clôture d'instruction.

L'approbation du Politburo

Le 5 mars 1940, les membres du Politburo approuvent la proposition de Beria par le procès-verbal n°13. Le document porte les signatures de Joseph Staline, Viatcheslav Molotov, Kliment Vorochilov et Anastase Mikoyan. Lazare Kaganovitch et Mikhaïl Kalinine, absents lors de la réunion, y apposent également leur accord. Nikita Khrouchtchev, alors membre du Politburo, n'est pas signataire de cette décision. La responsabilité de l'exécution de l'ordre est confiée à une troïka spéciale du NKVD composée de Vselovod Merkoulov, Bogdan Koboulov et Leonid Bachtakov. Les assassinats seront perpétrés par les services spéciaux du NKVD, qui comptent quelques milliers d'« *exécuteurs de sentences* » professionnels, spécialement formés pour mettre à mort les condamnés et dissimuler leurs corps.

Le 22 mars 1940, Beria complète la décision du Politburo par l'ordre NKVD n° 0350, qui organise concrètement le transfert des prisonniers civils des prisons d'Ukraine et de Biélorussie occidentales vers les lieux d'exécution. En Ukraine, 3 000 prisonniers doivent être extraits des prisons de Lviv, Rivne, Volodymyr-Volynskyj, Ternopil, Drohobytch et Stanislaviv pour être transférés à Kiev, Kharkov et Kherson. En Biélorussie, 3 000 autres prisonniers doivent être extraits des prisons de Brest, Vilejka, Pinsk et Baranovitchi pour être envoyés à Minsk.



L'exécution des massacres (avril-mai 1940)

Les transports depuis les trois camps principaux vers les lieux d'exécution débutent dans la nuit du 3 au 4 avril 1940. Avant leur départ, les prisonniers reçoivent des rations de nourriture pour le voyage. Les autorités soviétiques font courir la rumeur qu'ils pourraient être bientôt libérés, ou envoyés servir dans l'armée polonaise en France ou en Angleterre, afin de limiter les résistances. À Kozielsk, les officiers forment une haie d'honneur jusqu'aux autocars de transfert. À Ostachkov, une fanfare accompagne les départs. Les premières exécutions ont lieu le 4 avril 1940 dans l'après-midi.

Katyń : les officiers de Kozielsk

Les prisonniers du camp de Kozielsk sont transportés par train jusqu'à Smolensk, puis conduits en autocar vers la forêt de Katyń, située à environ 19 kilomètres à l'ouest de la ville, près des villages de Katyń et de Gnezdovo. Le NKVD avait fait creuser huit fossés distincts en prévision des inhumations. À leur arrivée dans la forêt, les prisonniers subissent une fouille corporelle approfondie par des agents armés de baïonnettes. Leur identité est vérifiée une dernière fois. Chaque prisonnier est ensuite conduit individuellement, sous la menace d'une arme, jusqu'à l'un des fossés, où il est abattu d'une balle dans la nuque.

Le cas de Katyń présente une particularité par rapport aux autres sites : les victimes y sont exécutées directement au bord des fosses communes, et non dans un bâtiment. Les exhumations ultérieures révéleront que près de 20 % des victimes avaient les mains liées dans le dos. Cinquante et une victimes retrouvées dans la fosse n°5 avaient en outre le visage recouvert de leur manteau, le cou entravé par une corde reliée à leurs mains, rendant toute résistance impossible. Ces constatations suggèrent que certains prisonniers ont opposé une résistance, obligeant les bourreaux à recourir à des méthodes d'entrave supplémentaires. Les exécutions se poursuivent jusqu'à la liquidation complète du camp de Kozielsk, le 12 mai 1940. Les fosses sont ensuite comblées, le terrain nivelé, et de jeunes pins plantés pour dissimuler toute trace.

Au total, 4 421 prisonniers de Kozielsk sont assassinés à Katyń, selon le décompte établi par le rapport Chelepine de 1959. Les exhumations menées en 1943 puis dans les années 1990 ont permis d'identifier 4 243 corps.

Kharkov : les officiers de Starobielsk

Les prisonniers du camp de Starobielsk, situé à environ 230 kilomètres au sud-est de Kharkov, sont transférés par groupes de quelques dizaines à 260 personnes vers le siège régional du NKVD à Kharkov. Le trajet s'effectue par train puis par camion. Les prisonniers sont conduits dans les sous-sols du bâtiment du NKVD en centre-ville, où ils sont exécutés d'une balle dans la base du crâne. À Kharkov, les bourreaux utilisent des pistolets TT soviétiques, à la différence des autres sites. Les corps sont ensuite chargés dans des camions et transportés vers un cimetière forestier secret aménagé près du village de Piatikhatki, à environ 1,5 kilomètre de la périphérie de Kharkov, sur le terrain d'un sanatorium du NKVD.

Le rapport Chelepine dénombre 3 820 victimes issues du camp de Starobielsk. Les exhumations réalisées dans les années 1990 ont permis d'identifier 3 809 corps. Parmi les restes, les chercheurs ont retrouvé une liste encore lisible de colonels et de lieutenants-colonels de l'armée polonaise qui avaient été internés à Starobielsk.

Kalinine (Tver) et Mednoye : les policiers d'Ostachkov

Le camp d'Ostachkov, situé à 180 kilomètres à l'ouest de Kalinine, détenait principalement des officiers de police, des gendarmes et des gardes-frontières. À partir du 4 avril 1940, les prisonniers sont conduits à pied sur environ sept kilomètres, traversant le lac Seliger gelé, jusqu'à la gare de Soroga. De là, des trains escortés par des gardes armés les acheminent via

Likhoslavl jusqu'à Kalinine. Les prisonniers sont brièvement détenus au siège régional du NKVD, rue Sovietskaïa.

Les exécutions se déroulent de nuit. D'après le témoignage détaillé de Dmitri Tokarev, ancien chef du NKVD régional de Kalinine, entendu par des enquêteurs dans les années 1990, une équipe de trente agents du NKVD procède aux tueries dans une pièce spécialement aménagée, aux murs insonorisés et au sol en béton incliné, équipé d'un drain et d'un tuyau d'arrosage. L'identité de chaque prisonnier est d'abord confirmée, puis celui-ci est abattu d'une balle dans la nuque. Les bourreaux utilisent des pistolets allemands Walther de calibre 7,65 mm, moins encombrants et provoquant un saignement externe moindre que les armes soviétiques standard, ce qui facilite le nettoyage entre chaque exécution. Après chaque mise à mort, le corps est traîné par une porte arrière et le sol est rincé au jet d'eau.

Le premier convoi, arrivé le 4 avril, comptait 390 prisonniers. L'équipe d'exécution, qui opère sans relâche pendant environ dix heures par nuit, peine à exécuter un si grand nombre en une seule session. Les convois suivants sont limités à 250 personnes. L'opération est supervisée par Vassili Blokhine, général-major et bourreau en chef du NKVD, qui organise personnellement la logistique des exécutions. Deux fois par nuit, des camions bâchés transportent les cadavres sur 32 kilomètres le long de la route Moscou-Leningrad jusqu'au village de Mednoye, où les corps sont déposés dans des tranchées de quatre à six mètres de profondeur, creusées au bulldozer sur le terrain d'un centre de repos du NKVD, au bord de la rivière Tvertsa. À l'aube, les fosses sont comblées et le terrain est replanté de pins. Les exécutions se poursuivent jusqu'au 19 mai 1940.

Selon le rapport Chelepine, 6 311 prisonniers d'Ostachkov sont assassinés à Kalinine et inhumés à Mednoye. Le témoignage de Tokarev avance le chiffre de 6 295. Seuls 127 détenus du camp d'Ostachkov survivent.

Les prisons de Biélorussie et d'Ukraine occidentales

En parallèle des exécutions des prisonniers de guerre des trois camps principaux, le NKVD procède à l'élimination de prisonniers civils détenus dans les prisons d'Ukraine et de Biélorussie occidentales, conformément à l'ordre n°0350 du 22 mars 1940. Il s'agit pour plus de la moitié de policiers et de militaires, mais aussi de fonctionnaires, d'agents de renseignement et de membres de diverses organisations jugées contre-révolutionnaires. Environ 20 % des noms figurant sur les listes ukrainiennes portent des consonances ukrainiennes ou juives, reflétant le caractère multi-ethnique de la Deuxième République de Pologne. On estime par ailleurs qu'environ 8 % de l'ensemble des victimes du massacre étaient des Juifs polonais.

Ces prisonniers sont exécutés dans différentes villes d'URSS. En Ukraine, des lieux d'exécution sont identifiés à Kiev, Kharkov et Kherson. En Biélorussie, les exécutions ont vraisemblablement lieu à Minsk, avec un site d'inhumation probable à Kouropaty. En septembre 2007, des preuves d'une fosse commune d'officiers polonais ont été identifiées à Bykivnia, près de Kiev. Le lieu de sépulture des prisonniers éventuellement exécutés à Kherson reste inconnu à ce jour. D'après le rapport Chelepine de 1959, 7 305 prisonniers civils sont exécutés dans le cadre de ces opérations adjacentes.

Bilan humain

Le 3 mars 1959, Alexandre Chelepine, président du KGB, adresse à Nikita Khrouchtchev un rapport récapitulatif des chiffres conservés dans les archives du Comité de sécurité de l'État. Selon ce document, 21 857 prisonniers polonais ont été exécutés au total dans le cadre des massacres de Katyń, répartis comme suit : 4 421 à Katyń (prisonniers de Kozielsk), 3 820 à Kharkov (prisonniers de Starobielsk), 6 311 à Mednoye (prisonniers d'Ostachkov), et 7 305 dans les prisons de Biélorussie et d'Ukraine occidentales. Ce même rapport propose la destruction des dossiers personnels des victimes afin de réduire les risques de découverte du crime.

Parmi les victimes figurent 14 généraux polonais, un amiral, des centaines de colonels et de commandants, ainsi que des scientifiques de renom. Le mathématicien Józef Marcinkiewicz, reconnu internationalement et professeur à l'université de Poznań, figure parmi les victimes de Katyń. Parmi les officiers de réserve exécutés se trouvait également une femme : l'aviatrice et parachutiste Janina Lewandowska, sous-lieutenant, fille du général Józef Dowbor-Muśnicki, commandant du soulèvement de Grande-Pologne en 1919. Elle aurait été tuée le 22 avril 1940, jour de son 32ème anniversaire. Son identité a été confirmée en 2003 par des analyses médico-légales.

Seuls 395 prisonniers environ sont épargnés, transférés vers le camp de Pavlishtchev Bor puis vers celui de Griazovets. Les raisons de leur survie varient : certains, comme le général Zygmunt Berling, acceptent de collaborer avec le NKVD ; d'autres sont recherchés par des gouvernements étrangers ; d'autres encore sont jugés potentiellement utiles à un stade ultérieur par les autorités soviétiques. Le professeur Stanisław Swianiewicz, spécialiste des économies allemande et soviétique à l'université Étienne-Báthory de Vilnius, et l'écrivain Józef Czapski sont parmi les rares rescapés. Plus de 99 % des prisonniers des trois camps principaux sont assassinés.

Le massacre s'inscrit dans une politique plus large de répression. Le 13 avril 1940, 61 000 membres des familles des prisonniers de guerre et des détenus politiques exécutés sont déportés de force vers le nord du Kazakhstan, conformément au principe soviétique de responsabilité collective. Nombre d'entre eux meurent de malnutrition et de maladie. Plus largement, une première vague de déportation massive avait déjà eu lieu le 10 février 1940 : au moins 140 000 personnes, dont 70 % de Polonais, sont envoyées vers le nord de l'URSS dans des conditions de transport effroyables, aggravées par les températures hivernales extrêmes. Environ 111 000 personnes sont emprisonnées entre 1939 et 1941, dont 40 000 seront déportées dans les camps de travail de la Vorkouta. Près de 10 000 détenus seront assassinés lors de l'évacuation précipitée des prisons à l'été 1941, au moment de l'invasion allemande de l'URSS.

La découverte et le demi-siècle de déni soviétique

Au début de l'année 1943, les forces allemandes qui occupent la région de Smolensk sont informées de l'existence de fosses communes dans la forêt de Katyń. Le 13 avril 1943, Radio Berlin diffuse un communiqué annonçant la découverte d'une fosse de 28 mètres de long sur 16 de large, contenant les corps de milliers d'officiers polonais empilés sur douze couches. Joseph Goebbels, ministre de la Propagande du Reich, voit dans cette découverte un instrument majeur pour diviser les Alliés occidentaux et le gouvernement polonais en exil de leur allié soviétique. L'Allemagne lance une vaste opération de propagande comprenant des films documentaires, des reportages radio, des brochures et des invitations à la presse internationale à venir constater les faits sur place.

L'Union soviétique réagit immédiatement en qualifiant l'annonce de propagande nazie et en attribuant les meurtres aux forces allemandes. La version officielle soviétique affirme que les prisonniers polonais, employés à des travaux de construction dans la région de Smolensk, avaient été capturés puis exécutés par la Wehrmacht après l'invasion de l'URSS en été 1941. En janvier 1944, une commission d'enquête soviétique dirigée par l'académicien Nikolai Bourdenko conclut officiellement à la culpabilité allemande.

Le silence des Alliés et la manipulation soviétique

Lorsque le gouvernement polonais en exil à Londres demande en avril 1943 une enquête indépendante de la Croix-Rouge internationale, Staline rompt les relations diplomatiques avec celui-ci, accusant les Polonais de collusion avec la propagande nazie. Les Alliés occidentaux, qui ont besoin de l'alliance soviétique pour vaincre l'Allemagne, évitent d'approfondir la question. Winston Churchill et Franklin Roosevelt choisissent de ne pas contester publiquement la version soviétique. L'URSS tente même, en 1946, de faire condamner l'Allemagne pour le massacre de Katyń lors du procès de Nuremberg, mais échoue face au manque de preuves et aux contradictions de son dossier. Le sujet est finalement écarté du verdict.

Pendant les décennies suivantes, le mensonge soviétique reste la version officielle imposée en Pologne populaire et dans l'ensemble du bloc de l'Est. Toute évocation de la responsabilité soviétique est censurée et réprimée.

La reconnaissance soviétique puis russe

La pression s'intensifie à partir des années 1980. En 1987, des universitaires polonais tentent d'inscrire Katyń à l'ordre du jour de la commission historique polono-soviétique conjointe. En 1989, des chercheurs soviétiques confirment que Staline a bien ordonné le massacre. Le 13 avril 1990, pour le quarante-septième anniversaire de la découverte des fosses communes, l'URSS exprime officiellement de « *profonds regrets* » et admet la responsabilité du NKVD. Mikhaïl Gorbatchev confirme l'existence de deux autres sites d'inhumation, à Mednoye et à Piatikhatki. Cette date devient la Journée mondiale de commémoration des victimes de Katyń.

Le 14 octobre 1992, un envoyé spécial du président russe Boris Eltsine remet au président polonais Lech Wałęsa les documents du Politburo soviétique de 1940, provenant du « *Paquet n°1* » top-secret. Parmi ces documents figurent la proposition de Beria à Staline du 5 mars 1940, signée par les membres du Politburo, ainsi que la note de Chelepine à Khrouchtchev de mars 1959 détaillant le bilan des exécutions et proposant la destruction des pièces à conviction.

Mémoire et enjeux contemporains

Dans les années 1990, des experts polonais conduisent des exhumations à Katyń, Piatikhatki et Mednoye. En 2000, des cimetières militaires polonais sont inaugurés sur ces trois sites. Un quatrième cimetière, à Bykivnia près de Kiev, est ouvert en 2012. L'Association des familles de Katyń, officiellement enregistrée en mai 1989, joue un rôle central dans la préservation de la mémoire du massacre. Les « *Cahiers de Katyń* » (Zeszyty Katyńskie), publiés à partir de 1990, constituent une source documentaire de référence.

Le massacre de Katyń reste une épine dans les relations polono-russes. Si la Russie a reconnu les faits sur le plan déclaratif, elle n'a jamais qualifié juridiquement les exécutions de crime de guerre ni de génocide, et l'enquête pénale russe, ouverte en 1990, a été close en 2004 sans poursuites. Des familles de victimes ont porté l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg. Parallèlement, des publications négationnistes se sont multipliées en Russie ces dernières années, tentant de réhabiliter la version d'une responsabilité allemande. Ces thèses alternatives ont été réfutées par des historiens russes et par l'organisation *Memorial*, notamment au regard du site de Mednoye, situé dans une zone de la Russie centrale qui n'a jamais été occupée par les Allemands.

Le 10 avril 2010, la tragédie de Katyń connaît un prolongement dramatique lorsqu'un avion transportant le président polonais Lech Kaczyński, son épouse et 87 hauts responsables gouvernementaux et militaires s'écrase à l'approche de l'aéroport de Smolensk. La délégation se rendait aux cérémonies de commémoration du 70^e anniversaire du massacre. La totalité des passagers périt dans l'accident.

Le massacre de Katyń ne se réduit pas à un épisode isolé dans la forêt de Smolensk. Il constitue une opération planifiée d'élimination systématique de l'élite d'une nation, décidée au plus haut niveau de l'État soviétique et exécutée avec une méthode bureaucratique et une brutalité qui éclairent la nature profonde du régime stalinien. La décision du 5 mars 1940, signée de la main de Staline, de Molotov, de Vorochilov et de Mikoyan, enchaîne le sort de près de 22 000 hommes et femmes dont le seul crime était d'avoir servi leur pays et de refuser de se soumettre.

Parmi les officiers réservistes exécutés, figurait une femme : l'aviatrice et parachutiste [Janina Antonina Lewandowska](#) qui fut probablement tuée le 22 avril 1940, jour de son 32^e anniversaire. Elle était la fille du général Józef Dowbor-

Muśnicki, commandant du soulèvement de la Grande Pologne en 1919. Son identité fut confirmée en 2003 après que des tests aient été effectués sur ses restes. Sa dépouille est désormais enterrée à Lusów, près de Poznań, avec sa famille.





Image tirée du film d'Andrzej Wajda « KATYŃ » sorti en 2008.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)